La polémique autour de la démolition des églises : le cas du Maine-et-Loire

Guy Massin Le Goff

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/5563>

DOI : 10.4000/insitu.5563

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Guy Massin Le Goff, « La polémique autour de la démolition des églises : le cas du Maine-et-Loire », *In Situ* [En ligne], 12 | 2009, mis en ligne le 03 novembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/5563> ; DOI : 10.4000/insitu.5563

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La polémique autour de la démolition des églises : le cas du Maine-et-Loire

Guy Massin Le Goff

La France détruit-elle ses églises ? L'Anjou abat-il ses clochers ?

- ¹ Le mouvement qui a intéressé la presse française ces derniers mois, ouvrant ainsi de longues et passionnées discussions, étendues jusqu'à devenir un colloque national, doit être semble-t-il ramené à une plus juste proportion que celle qui voit la France détruire nombre de ses églises et l'Anjou abattre tous ses clochers. Certes, ces destructions ou projets de destructions sont une réalité angevine, mais si une dizaine de flèches et de nefs ont été anéanties ce sont encore plus de trois cent cinquante églises¹ qui ponctuent le paysage de l'Anjou, donnant à chaque village, à chaque quartier, son identité propre. (**fig. n° 1, n° 2**)

Figure 1

Saint-Sauveur-de-Landemont : église, XVIIIe siècle. Phot. Étienne Vacquet, 2002.
© CAO 49.

Figure 2

Angers : église Saint-Jacques, construite par l'architecte angevin Dussauze entre 1837 et 1882, date de l'achèvement du clocher. Le mobilier et le décor intérieur ont été réalisés entre 1856 et 1869 par les ateliers Moisseron. Phot. Étienne Vacquet, 2002.

© CAO A 49.

- 2 Ces destructions constatées ou souhaitées ne sont que la conséquence de faits depuis longtemps connus, annoncés, discutés isolément, mais restés sans réflexion profonde entre les acteurs directement concernés par le sort d'une église paroissiale : le propriétaire, le clergé et les paroissiens en premier lieu, puis les historiens de l'art et les praticiens de l'architecture en second rang, ces derniers n'étant jamais associés aux débats préliminaires, du moins en province.

La localisation géographique du problème

- 3 Dans l'approche angevine des turbulences autour des églises, poser le problème à sa juste place est d'abord le situer géographiquement puis religieusement et sociologiquement, les autres paramètres découlant de ceux-ci ne trouvant dans les matériaux et les époques de construction qu'une autre forme de raisonnement ou de prétexte aux destructions.
- 4 Qu'il le soit dit en préambule, la totalité du territoire angevin n'est pas saisie par la fièvre de démolition des sanctuaires, mais principalement sa partie sud-ouest appelée les Mauges, territoire de la Vendée militaire très profondément marqué par les Guerres de l'Ouest et leur sinistre bilan des destructions causées par les Colonnes infernales des armées républicaines. Toujours sensible à l'évocation de cette période, le pays est resté profondément catholique, et si comme partout ailleurs la pratique religieuse y est en baisse, elle atteint néanmoins des moyennes très enviables par la plupart des diocèses français. La dynamique paroissiale n'y est pas un vain mot, l'offrande de son temps et de ses deniers non plus. La majorité du clergé diocésain provient de cette région où l'on

n'enregistre aucun sentiment antireligieux, ni dans la population ni a fortiori chez les élus. C'est une terre économiquement dynamique qui aime le changement, le mouvement et les modes... jusque dans les sanctuaires où « faire plus propre » signifie souvent « faire tout neuf ». (**fig. n° 3, n° 4**)

Figure 3

Le Mesnil-en-Vallée : église Notre-Dame, construite en 1839 sur les plans de l'architecte angevin Dellêtre. Façade. Phot. Étienne Vacquet, 2002.

© CAO 49.

Figure 4

Cholet : église Saint-Pierre, par les architectes Tessier père et fils, entre 1885 et 1898. Phot. Étienne Vacquet, 2007.

© CAO A 49.

- 5 Dans toutes les communes de cette contrée - ou presque - l'église a été reconstruite dans les années 1840-1890, certes parce que la Révolution l'avait endommagée mais surtout parce que malgré les réparations opérées, elle gardait toujours son caractère d'origine, pauvre et de peu de grandeur. Or, on la voulait belle, claire, élancée et bien visible ; on voulait en être fiers, et les évêques comme les maires, le conseil départemental des Bâtiments civils et les érudits d'encourager ce grand mouvement de reconstruction, soulevant l'enthousiasme des populations. Ce n'est pas une exception ; le Dauphiné, l'Aquitaine pour ne citer que quelques exemples français, ont connu le même phénomène que l'on constate aussi en Belgique, en Grande-Bretagne et dans maints pays, voisins ou non.

L'apparente fragilité d'un matériau : un faux prétexte

- 6 Chanter le Val de Loire et la beauté de ses édifices bâtis en tuffeau est une obligation pour les amateurs d'art et d'architecture, sauf quand il s'agit d'évoquer ses monuments du XIXe siècle. On avance alors leur mauvaise construction et surtout la mauvaise qualité du matériau extrait des carrières ; des légendes sont inventées comme celle qui veut qu'autrefois le tuffeau était longuement plongé dans les eaux de la Loire avant son utilisation : c'est simplement oublier la nature même de ce matériau. Le défaut de formation des maçons est aussi avancé, les traditions perdues sont évoquées comme l'est également la précipitation dans la construction. Bref, une multitude d'arguments néfastes

s'amoncellent, en puisant dans l'imaginaire humain une nourriture hachée. Ce n'est malheureusement pas une vérité.

- 7 En effet, le principal facteur dont découle le mauvais état des églises du XIXe siècle en Val de Loire ne réside pas dans ces explications souvent fantaisistes comme on vient de le voir, mais principalement dans un défaut constant d'entretien de ces monuments. À cela plusieurs raisons que voici résumées : lorsque surviennent les lois de séparation des Églises et de l'État, ces édifices sont encore relativement neufs puisqu'ils ont entre vingt et soixante ans d'existence et qu'ils n'ont, à de rarissimes exceptions près, jamais nécessité d'interventions majeures. La « culture », ou plus prosaïquement *l'obligation* de l'entretien des églises par les conseils de fabrique n'a pas été transmise aux conseils municipaux. L'Entre-deux-guerres, qui connaît le dénigrement à l'encontre de toute l'architecture du XIXe siècle n'est évidemment accompagné d'aucun mouvement propre à leur assurer un entretien comparable à celui dont on commençait à entourer les édifices dits « plus vénérables », ceux du XVe et du XVIe siècles. Le principe de la restauration d'un édifice religieux du XIXe siècle n'est pas encore né quand, à la fin des années soixante, les conséquences de la mauvaise interprétation de la réforme conciliaire conduisent allègrement à la démolition du mobilier liturgique créé à l'époque de la construction et donc en harmonie avec l'architecture. (fig. n° 5, n° 6)

Figure 5

Beaupréau : église Saint-Martin. Décor et mobilier par Moisseron et André, 1894. Phot. Thierry Buron, 2002.

© CAO 49.

Figure 6

Montjean-sur-Loire : église Saint Symphorien, par l'architecte Heulin entre 1857 et 1860. Intérieur.
 Phot. Étienne Vacquet, 2002.

© CAO 49.

- 8 Ce début de mutilation s'est poursuivi ici et là par des interventions extérieures drastiques dans un but officiellement sécuritaire : destructions des pinacles, suppression des crochets sculptés, purges de tuffeau, arasement des clochetons, enlèvement des crêtes de toit, toutes opérations violentes subies sans aucune réaction, le service des Monuments historiques faisant à cette époque chorus avec les troupes du dénigrement, responsables directs ou indirects de l'abandon des édifices. En conséquence de quoi, on ne mesurera jamais assez le tort que les esprits dits avertis, et le clergé dit cultivé, ont asséné et continuent d'asséner à l'architecture du XIXe siècle, particulièrement à l'architecture religieuse. On en connaît aussi les raisons.

Le déficit de la connaissance, le déficit de communication

- 9 Les églises parisiennes, et des grandes villes françaises, ont eu le privilège d'être étudiées par ou sous le contrôle d'historiens de l'art, en l'occurrence par des « dix-neuviémistes » réputés : Bruno Foucart, Jean-Michel Leniaud ou François Loyer. Les grands architectes leur sont familiers, leurs réalisations aussi, mais bien peu de leurs étudiants ont porté à leur connaissance l'existence de praticiens provinciaux, souvent très bons et novateurs, restés à exercer leur métier dans des limites départementales qui leur étaient souvent imposées. Par extension la doctrine les ignore, les pseudo-savants les méprisent et le dernier échelon de la cascade de la connaissance les condamne sans aucune forme de procès.

Figure 7

Le Fief-Sauvin : église Notre-Dame, par Tessier, 1874, avant destruction. Phot. Anna Leicher.

© CAQA 49.

- 10 Pour rester dans les limites du Maine-et-Loire, l'œuvre d'Alfred Tessier, élève de Tournesac et auteur de dizaines d'églises néogothiques, celle d'Ernest Dainville, génial concepteurs d'édifices néoromans, ou d'Édouard Moll pour ne citer que ces praticiens, sont toujours en attente de chercheurs. Hormis Charles Joly-Leterme qui a bénéficié de l'attention et des publications hélas fragmentaires de M. Étienne Vacquet, les architectes angevins du XIX^e siècle qui ont consacré une partie de leurs activités à dessiner et à construire l'architecture religieuse angevine sont ignorés. Qu'ils le soient du grand public est chose compréhensible, qu'ils le soient de la société dite érudite ne l'est pas, qu'ils le soient des décideurs est inacceptable. En ce sens l'ignorance est grave et les péroraisons sur le thème « que le XIX^e ne vaut rien » n'arrangent que les démolisseurs. (fig. n° 7)

Bonne aubaine pour les aigrefins

- 11 Voici une bonne dizaine d'années déjà qu'un maire angevin reçut la visite inopinée d'un individu, de lui inconnu, se présentant comme « architecte » œuvrant dans un département voisin, lui intimant l'ordre de fermer incontinent son église qui selon lui, menaçait de s'effondrer. Les apparentes fissures dans certains murs étaient signes de sa prochaine autodestruction. Une telle mesure, à la veille de Noël dans un bastion du catholicisme local ne pouvait être prise inconsidérément et le service départemental de l'Architecture et du Patrimoine alerté se déplaça dans l'urgence, rassurant la municipalité sur la solidité de l'édifice. Il s'agissait d'une supercherie.

Figure 8

Le Fief-Sauvin : église Notre-Dame en cours de démolition. Phot. Étienne Vacquet, 1997.
© CAQA 49.

Figure 9

Le Fief-Sauvin : église Notre-Dame. Autel en cours de destruction. Phot. Étienne Vacquet, 1997.
© CAQA 49.

(fig. n° 8, n° 9)

Le cas ne devait pourtant pas rester isolé, bien au contraire, car il se révéla la première tentative en Anjou d'une pratique de démarchage commercial basé sur l'affolement des petites municipalités rurales dans un contexte psychodramatique. Plus de trente communes furent ainsi inquiétées, leurs maires soumis à une pression constante jusqu'au moment où le démarcheur se voyait soit congédié, soit arrachait contre vingt-cinq mille euros un contrat de diagnostic architectural et sanitaire de l'édifice. Toutes les communes ou presque y souscrivirent. Elles reçurent en guise de conclusion l'estimation globale de remise à neuf de l'église, toujours chiffrée aux alentours du million et demi d'euros, somme astronomique pour des communes de cinq cents habitants en moyenne. Deux ou trois d'entre elles -les plus peuplées - l'acceptèrent, les autres, dépitées et navrées, jugèrent plus économique de détruire l'église et de la remplacer par une petite chapelle en béton. On appelle ça une « déconstruction », ce qui est en l'occurrence une monstrueuse faute de français.

Le processus de la mauvaise foi

Figure 10

Église de Saint-Georges-des-Gardes, par l'architecte Dussouchay, avant destruction, mai 2006. Phot. Étienne Vacquet, 2006.

© CAO A 49.

- 12 Une fois acquise par les élus, la destruction volontaire des églises obéit à un processus municipal similaire d'un cas à l'autre comme si le suivi d'une « méthode » conseillée et bien apprise devenait une absolue garantie de démolition à moyen terme. On note en premier lieu la phase d'abandon de tout entretien courant avec le refus du passage annuel du couvreur puis de celui de l'entrepreneur chargé de réparations ponctuelles. Après quelques hivers et quelques infiltrations dans les murs, quelques éclatements des pierres de corniches ou de pinacles, le propriétaire (le maire) convoque la commission de sécurité... qu'il préside lui-même. La commission préconise généralement la fermeture de l'église en raison d'un péril possible, puis dans les mois qui suivent, un arrêté municipal dûment affiché explique à la population que les abords de l'église sont inaccessibles par crainte de chutes de pierre. Des barrières et des grillages isolent le monument abandonné à lui-même, sa dégradation s'accroissant, et sa destruction s'inscrit au programme municipal. Le fait peut être actuellement constaté à l'église de Saint-Aubin du Pavoil, relevant de la commune de Segré, où les services municipaux ont orné les grilles de massifs de fleurs disposés comme autant de couronnes mortuaires. Dans le genre, c'est un sommet. (fig. n° 10)

Et le mobilier ?

Figure 11

Église de Saint-Georges-des-Gardes. Façade sud-ouest et chevet avant destruction, mai 2006. Phot. Étienne Vacquet, 2006.

© CAO 49.

- 13 La protection du mobilier, indépendante de celle de l'édifice puisque relevant du préfet de département sur avis de la Commission départementale des objets mobiliers (CDOM), a pu parfois ralentir voire entraver la destruction d'églises. Ce fut particulièrement le cas lorsque des décors verriers de grand intérêt ont été en leur temps inscrits au titre des Monuments historiques au titre des objets, entraînant vingt-cinq ans plus tard l'inscription des édifices qui les abritaient. Le cas de l'église Notre-Dame de Beaupréau en est le meilleur exemple. En revanche, la protection tardive du décor verrier de l'église de Saint-Georges-des-Gardes qui a certes permis son sauvetage in extremis, n'a pas pu empêcher la destruction brutale de cette église autrefois offerte par la comtesse de Las Cases et remplie de ses souvenirs. **(fig. n° 11)**
- 14 Non loin de là et dans le même temps, la mesure d'inscription de la totalité du mobilier liturgique de l'église de Saint-Martin-de-Joué, à Valanjou, comprenant outre les verrières, l'autel principal, les autels mineurs, les statues, les confessionnaux et les stalles, écartait les mesures de démolition de cet ensemble sans les annihiler puisque la flèche vient d'être démontée, triste signe avant-coureur de la démolition complète du monument. On le constate en ce cas, la protection des objets mobiliers est un instrument malheureusement trop faible pour contrer fermement toute velléité de destruction ; elle en ralentit cependant efficacement le processus.

Figure 12

Église de Saint-Georges-des-Gardes. Façade en cours de destruction, 2 août 2006. Phot. Étienne Vacquet, 2006.

© CAO 49.

- 15 Reste toujours en suspens la question du devenir des objets démontés, qu'ils soient vitraux, autels, ou stalles. Il n'est pas dans la vocation des conservations des antiquités et objets d'art ou même des musées de gérer des dépôts de ce type dont l'encombrement n'échappe à personne. Et chacun d'admettre que le souvenir d'une œuvre d'art par le seul truchement d'une photographie est une bien maigre consolation face à sa destruction ou à son oubli au fond d'un hangar. (fig. n° 12)

La fausse bonne idée d'une thématique

- 16 Surpris par de telles pratiques, le président du conseil général du Maine-et-Loire, André Lardeux, a commandé à la conservation des AOA du Maine-et-Loire une étude sommaire portant sur les églises angevines du XIXe siècle, rapport, ou constat, qui lui fut remis en 2002. Puis, la Conservation régionale des Monuments historiques des Pays de la Loire a décidé en janvier 2001 qu'une sélection des édifices les plus intéressants serait présentée à une séance de la commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS) spécialement convoquée à l'effet de juger du bien fondé d'une inscription au titre des monuments historiques et pourquoi pas pour certains cas, d'un classement. (fig. n° 13, n° 14)

Figure 13

Nouvelle église de Saint-Georges-des-Gardes, juillet 2009, par l'architecte Éric Labatut. Phot. Guy Massin-Le Goff.

© CAO 49.

Figure 14

Nouvelle église de Saint-Georges-des-Gardes, juillet 2009. Phot. Guy Massin-Le Goff.

© CAO A 49.

- 17 Opportun dans son principe et nécessaire dans son application, le procédé a malheureusement montré ses faiblesses en raison de facteurs préalablement mal appréhendés. À commencer par le *numerus clausus* imposé qui limitait l'étude et la présentation à une cinquantaine d'édifices pour une région de 1502 communes dont la majorité possède une église du XIXe siècle. Énorme dans son énoncé, très lourd dans sa mise en place et sa gestion, ce choix obligatoirement drastique mais indispensable allait, pensait-on, permettre à la fois la sauvegarde des édifices jugés les plus intéressants par les recenseurs et les membres de la commission, et surtout sensibiliser au seul titre de l'exemplarité les communes non concernées absentes de la « liste des cinquante ». Fiers de posséder eux aussi une église du XIXe siècle, même non protégée, les villages voisins allaient suivre, pensait-on naïvement, la voie tracée, et regarder sous un jour nouveau leur vieux clocher et le préserver contre toute atteinte.
- 18 Et le contraire arriva. (**fig. n° 15**)

Figure 15

Nouvelle église de Saint-Georges-des-Gardes, juillet 2009. Phot. Guy Massin-Le Goff.

© CAO 49.

- 19 Avec une mauvaise foi naturellement dissimulée, certaines communes se saisirent de l'argument de non protection pour affirmer que leur église ne possédait aucun caractère propre à justifier son maintien ; le jugement de la CRPS le confirmait précisément. Et c'est ainsi que l'église de Gesté fut promise à la démolition.
- 20 Les violentes réactions de certains habitants de cette commune face à ce projet ne sont que le reflet d'une émotion profonde qui génère souvent des dégâts d'ordre politique mais surtout sociologique. Les opinions s'affrontent, les brouilles surgissent, les recours en justice se multiplient, les fractures entre partisans et opposants se répercuteront pendant des décennies, faisant peser sur la commune un climat lourd de rancœurs. (fig. n° 16)

Figure 16

Nouvelle église de Saint-Georges-des-Gardes, juillet 2009. Intérieur. Phot. Guy Massin-Le Goff.
© CAO A 49.

- 21 Devant ces désordres et ce péril mal mesuré, devant la perte d'une identité communale causée par la destruction d'un clocher, le conseil général du Maine-et-Loire a lancé une politique d'aide à la restauration des églises paroissiales non protégées, et les résultats sont très satisfaisants puisque près de soixante églises concernées en ont bénéficié ponctuellement ou globalement. De nouvelles dispositions, précédées par une campagne de sensibilisation à l'entretien des églises, sont à l'étude.
- 22 Bien que considérable car freinant les destructions, ces campagnes d'information, ces fonds mis à la disposition des décideurs ne remédient pas au peu de considération dont jouissent l'architecture et les arts décoratifs religieux du XIXe siècle. C'est une pédagogie, une vulgarisation que nous appelons désormais de tous nos vœux.

Et si le regard évoluait ?

Figure 17

Valanjou : église Saint-Martin de Joué par Tessier. Le clocher, juin 2006. Phot. Thierry Buron.
© CAQA 49.

Figure 18

Valanjou : église Saint-Martin de Joué. Intérieur, juin 2006. Phot. Anna Leicher.
© CAO 49.

- 23 Pour conforter les projets de destruction d'une église, les mêmes arguments reviennent comme une serinette : *Moins de prêtres, moins de messes, moins de pratiquants, donc moins de nécessité de conserver de grands vaisseaux lorsqu'une chapelle suffit*. C'est là une vision très réductrice de la pratique religieuse. Tout d'abord, nul n'aurait pu prévoir il y a cinquante ans la grande crise de vocations sacerdotales que connaît l'Église depuis trois décennies et personne ne peut prédire ce que sera la vie religieuse dans cinquante ans. D'autre part, limiter l'usage de l'église à la messe, dominicale ou quotidienne, est une présentation erronée même si elle est étendue aux cérémonies de baptême, mariage et enterrement. Une église n'est pas un lieu ouvert uniquement pour l'eucharistie ; les prières individuelles des fidèles, les cierges offerts, les multiples raisons de pousser la porte de l'église, seul ou par petits groupes, en témoignent. **(fig. n° 17, n° 18)**
- 24 Qu'on en juge par le succès de la politique des « églises accueillantes » ouvertes, nettoyées et fleuries qui sont autant de haltes touristiques ou ferventes confortées par des textes explicatifs sur l'histoire de l'édifice et ses principales qualités artistiques. C'est là que l'on comprend qu'une église porte toute l'histoire d'une communauté humaine qui s'est organisée autour d'elle. L'anéantir c'est détruire tout un passé, et que serait un village sans son église ? C'est à cette question que répond le conseil général du Maine-et-Loire en proposant ses nouvelles dispositions d'aide à la restauration spécifique pour les églises non protégées au titre des Monuments historiques. **(fig. n° 19, n° 20)**

Figure 19

Segré : église Saint-Aubin du Pavail, (Heulin, architecte ?). Façade, juillet 2009. Phot. Guy Massin-Le Goff.

© CAO A 49.

Figure 20

Segré : église Saint-Aubin du Pavail. Détail des barrières et des parterres de fleurs devant l'église inaccessible, juillet 2009. Phot. Guy Massin-Le Goff.

© CAO A 49.

- 25 Au-delà de l'exemple du Maine-et-Loire, c'est toute une approche nationale, voire européenne, qui doit se mettre en marche en encourageant les défenseurs de ce patrimoine à se manifester, en aidant ceux qui apprécient l'architecture du XIX^e siècle à se faire entendre en dépit des critiques qui peuvent sourdre ici et là. Nous avons à comprendre et à défendre une véritable architecture et les œuvres d'art qui l'accompagnent, expressions de notre histoire et du génie humain.

NOTES

1. Le Maine-et-Loire compte 364 communes.

RÉSUMÉS

La grande ferveur religieuse constatée en Anjou au cours du XIX^e siècle a laissé sur une partie de son territoire des créations d'églises adaptées à la population d'alors. Révélatrices de l'évolution du goût qui s'exprime depuis une expression néoclassique jusqu'à l'éclectisme, elles sont principalement l'œuvre d'architectes locaux qui ont su transcrire en leur temps un art apprécié, admiré. Manque de connaissances et erreurs d'appréciation ont parfois conduit à des décisions destructrices que l'on regrettera à jamais. L'analyse de la situation et les exemples cités font le point de la situation en Maine-et-Loire où un espoir de sauvegarde se fait néanmoins jour.

The region of Anjou witnessed considerable religious fervour during the 19th century, leaving today a stock of church buildings corresponding with the needs of the population of the time. The buildings are an interesting reflection of evolving tastes, from neo-classicism to eclecticism. They are the creations of local architects who, at the time, produced buildings which were much appreciated and admired. Lack of proper understanding and some errors of appreciation have unfortunately led to some of these churches being demolished. The analysis of the Maine-et-Loire department, and the examples examined, give an overview of the present-day situation, where better hopes of keeping these 19th-century churches can now be entertained.

INDEX

Mots-clés : à Valanjou, Alfred Tessier, Anjou, architecte Heulin, architectes Tessier, ateliers Moisseron, Charles Joly-Leterme, clochers, Conseil général de Maine-et-Loire, Dellêtre, Démolition d'églises, église de Gesté, église de Saint Georges-des-Gardes, Église Notre-Dame, Église Saint-Aubin du Pavoil, églises paroissiales non protégées, Ernest Dainville, Etienne Vacquet, Le Fief-Sauvin, l'architecte Dussouchay, Maine-et-Loire, Mesnil en Vallée, père et fils, Saint Aubin-du-Pavoil, Saint Georges des Gardes, Saint-Martin-de-Joué, Segré, Tournesac

Keywords : architect, at Valanjou, Bell-towers, Church of Saint-Aubin du Pavoil, Church of Saint-Georges-des-Gardes, Demolition of churches, Dussouchay, Gesté church, Heulin, Maine-et-Loire General Council, Moisseron workshop, Non-protected parish churches, Notre-Dame church, Saint-Georges-des-Gardes, Tessier architects (father and son), the Case of the Maine-et-Loire Department

AUTEUR

GUY MASSIN LE GOFF

Conservateur départemental des antiquités et objets d'art du Maine-et-Loire, Conseil général du Maine-et-Loire. g.massinletoff@cg49.fr